L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 20 DECEMBRE 1879. 53me Année

DUFOUR & LIBERT, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS. SAMEDI MATIN, 20 DECEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR

Par Spear & Escoffier, à la Bourse des Négociants et des Banquiers rue Royale, sept magnifiques lots pour bâtir rue des Champs Elysées, entre Olefineuve et Dauphine.—Aussi, cinq autres lots vacants Marigny et Derbigny ;—aussi, un autre terrain de valeur, de entre les rues Français et Urquhart, Marais et Union ;—aussi, un coin des rues Robertson et François, maisons.

Par C. E. Girardey, à la Bourse d'Encan St-Charles, rue St-Charles,—magasin et résidence au coin coin des rues Roman et Promenade Carondelet.

Grande marchée.—Aujourd'hui, à midi, à la Bourse d'encan St-Charles, en propriétés de choix, magasins et résidences, actions de banques, etc., &c., annoncées précédemment comme devant être vendues pour compte de connaissance et de banqueroute, par C. E. Girardey, encanteur.

Il serait difficile de trouver un placement plus sûr et plus favorable, et nous appelons l'attention de nos lecteurs sur cette vente. Pour les conditions et tous autres renseignements, voyez les annonces.

Autres arguments pour la taxe constitutionnelle.

Il est déplorable que nous soyons encore obligé de revenir à ce sujet qui est pour nous le sujet le plus clair et le plus simple du monde, mais ce qui serait encore plus déplorable ce serait de voir un des principaux articles de la Constitution réduit à zéro par les prétentions, non d'une assemblée législative, mais d'un simple Conseil de Ville qui ne le trouve pas à sa convenance. La reconnaissance à l'ancienne limite de taxe, dit ce Conseil, rendrait notre position fort difficile ; et à cause de cela, répondrons-nous, il vaut mieux rendre non pas seulement difficile mais intenable la situation de 20,000 contribuables qu'on taille à merci depuis 12 ans ; et à cause d'une dette la plus véreuse et la plus odieuse du monde, il faudra absolument continuer un système fiscal disproportionné avec les revenus des habitants, système fondé sur des raisons de besoins factices et dont l'exercice, dans un trop grand nombre de cas, se termine toujours par des saisies et des expropriations forcées ! Est-ce là un régime paternel comme devrait être celui d'une municipalité ? S'il y a des sacrifices à faire, n'est-il pas juste que tout le monde en souffre et qu'on cesse enfin de les imposer à ceux qui en sont les victimes innocentes depuis tant d'années ?

Mais voyons si la légalité constitutionnelle, qui est la légalité suprême, est du côté de ceux qui veulent absolument y échapper en soutenant qu'elle ne s'applique pas au budget de 1880. Cet argument pourrait être invoqué bien ou mal pour la taxe d'Etat, pour la taxe de 1879, qui ne sera réellement perçue que l'année dans laquelle nous allons entrer. Mais c'est ce qu'on n'objecte pas. Il paraît que pour ce qui concerne l'Etat, chacun a déjà pris son parti et contribuables et fonctionnaires publics et gouvernement. On ne dit pas pour l'Etat : nous n'aurons pas assez de subsides ; nous ne pourrons pas payer nos employés ; nous ne pourrons pas faire exécuter les lois, et la force publique nous manquera pour maintenir l'ordre social. On ne dit pas : la réforme économique ne regarde pas l'année 1880, mais seulement l'année 1881, et c'est là nous avons à notre disposition toutes les ressources du budget actuel.

Si l'on n'invoque pas pour l'Etat cet argument tout financier, répondrons-nous, c'est parceque la Constitution y a pourvu par l'article 210 qui porte que la taxe sera désignée par l'année pendant laquelle elle sera recouvrable et quant à la taxe mobilière elle sera perçue dans l'année où l'assessement aura lieu." Cet article met à néant toutes les objections qu'on pourrait élever à ce sujet et la limitation de la taxe s'applique invariablement à l'exercice prochain.

Si l'on ne peut user de cette raison pour la taxe d'Etat, on peut encore moins y avoir recours pour la taxe de ville qui déjà, depuis long-temps, prend le mois de l'année pendant laquelle elle est perçue ou doit être perçue. C'est aussi pour cela évidemment que la Convention n'a pas jugé à propos de faire un proviso qui était inutile. Il suit de là que si la limite constitutionnelle doit s'appliquer nécessairement à la taxe d'Etat pour l'année 1880, elle doit s'appliquer avec plus de force encore à la taxe de municipalité, à moins que la Convention n'en eût disposé autrement par un article exceptionnel. Mais la Constitution garde le silence à ce sujet ; elle ne dit pas un mot duquel on puisse exciper pour justifier une différence dans l'application des deux limites fiscales ; si celle qui concerne l'Etat doit être appliquée en 1880, celle qui concerne la paroisse d'Orléans doit être appliqué de la même manière et dans le même temps.

Mais la résistance va plus loin, et les financiers impitoyables de la municipalité soutiennent que le budjet de ville a été fait dans les termes de la charte de 1870 et dans la limite de la loi de 1876, charte et loi qui, n'étant pas encore abrogées, doivent être respectées tant qu'elles n'auront pas été remplacées par un autre code municipal, une autre charte, une autre loi. Or, la proclamation du gouverneur annonçant la ratification de la Constitution par le peuple, n'a pas encore eu lieu et quand même elle aurait lieu maintenant, ayant été précédée par le budjet fait d'après la charte actuelle, et avant toute modification à cette charte, elle n'aurait aucun effet pour l'exercice finissier de 1880 dont la base doit être celle qui a été déterminée par la loi de 1876.

Jamais prétention légale ne fut plus absurde, car si elle dépend de l'époque où la proclamation du gouverneur sera lancée, la prétention devra tomber ce jour là, et dès ce jour aussi tous les anciens réglements financiers devront faire place aux réglements nouveaux. Alors combien de temps les anciens réglements financiers auraient-ils encore à vivre ? Bien peu de temps, et nous doutons qu'il y ait un seul contribuable dans toute la paroisse qui ait pris la résolution de porter le montant de sa taxe à l'hôtel de ville le 2 janvier à 9 heures du matin. Un empressement pareil ne s'est jamais vu ou ne se voit plus, et les officiers préposés aux recettes municipales provenant de l'impôt peuvent être sûrs que le 2 janvier à 9 heures du matin, ils ne verront personne et ne recevront rien de cette source. Il n'est pas un seul contribuable qui ne comprenne et qui ne sache que la ratification de la constitution par le peuple est un fait acquis, et que ce fait doit régler dorénavant les rapports des contribuables fonciers avec le fisc municipal.

Les mêmes financiers s'imaginent encore que si la proclamation n'a lieu que dans les premiers jours de janvier 1880, c'est l'ancienne loi de finance qui prévaudra et que l'article 208 qui limite la taxe de municipalités à 10 mille cera une lettre morte pour toute la durée de cette année. Il résulterait de là que le sort de cet article bénéficiera dépend non de la proclamation du gouvernement proprement dite, mais de la manière plus ou moins expéditive avec laquelle les officiers préposés aux dernières élections s'empresseront de leur mission.

En vérité, on ne s'attendait pas à cela. On n'aurait jamais pu se douter que, faute d'avoir écrire leurs noms sur feuilles de couche justificatives du résultat électoral de deux ou trois paroisses et d'une seule paroisse, le gouverneur, le lieutenant-gouverneur, le secrétaire d'Etat et l'avocat-général, ne pourraient procéder à la compilation des votes et certifier le fait de la ratification de la Constitution par le peuple. D'après cela, un commissaire d'élection serait plus puissant que le peuple lui-même et sa négligence, sa mauvaise volonté, son ignorance peut-être, suffirait pour annihiler, provisoirement du moins, l'effet d'une majorité immense, pour suspendre les travaux d'une législature et pour effrayer toute la machine administrative du gouvernement. Ainsi, le 25 décembre, par exemple, on aurait la preuve officielle que la Constitution a été ratifiée à une majorité de 50,000 voix, mais il y aurait encore à mettre en ligne quelques voix venant de deux ou trois paroisses dont on n'aurait pas encore reçu les retours officiels, et ces deux ou trois mille voix absentes pourraient tenir en interdit les 50,000 voix de majorité à propos desquelles il n'y aurait pas le moindre doute. Telle serait la conséquence de la théorie mise en avant par les ennemis de la réforme.

Heureusement la constitution a pourvu à cela par l'article 258 où il est dit qu'au plus tard, le dernier lundi de décembre, qui sera le 29 du mois, si le résultat des élections n'est pas reçu plus tôt, il sera du devoir du gouverneur, du lieutenant-gouverneur, du secrétaire d'Etat et de l'avocat-général, de compiler les votes donnés pour la ratification et le rejet de la présente constitution, et il sera du devoir du gouverneur d'annoncer le résultat immédiatement par une proclamation. Maintenant combien suppose-t-on qu'il faille de temps pour opérer cette compilation ? Il ne faut pas une heure, car l'opération du dépouillement peut se faire à mesure que les retours sont reçus, sauf qu'il y ait obligation d'en annoncer les résultats partiels. Le compte des votes est une opération toute matérielle et des plus simples en ce qui concerne la constitution, attendu qu'il ne peut y avoir de contestation dans le cas actuel. Des majorités aussi considérables que celle que la constitution de 1879 a obtenue ne se contestent pas.

Nous croyons que tous les retours officiels et que tous les documents justificatifs de l'élection seront reçus à temps pour que le gouverneur puisse lancer sa proclamation avant le commencement de l'année 1880, mais si l'on avait quelques doutes à ce sujet, il y a un moyen bien simple d'y mettre un terme. Le gouverneur, ou à son défaut le lieutenant-gouverneur, ou à son défaut le secrétaire d'Etat, ou au défaut de tous ces fonctionnaires, l'avocat-général, n'a qu'à adresser une lettre circulaire aux commissaires d'élection dont on n'a pas encore reçu les retours officiels, pour les prévenir que le temps presse, qu'il est de leur devoir d'envoyer les pièces en question, et que s'ils négligent de le remplir, on s'en passera, d'après les termes de l'article 258 de la Constitution. Il est possible que ces commissaires retardataires ignorent cet article et qu'ils ne comprennent pas l'importance de cette dernière formalité auquel cas ils doivent être instruits par l'autorité compétente.

Il est possible que cela ait été fait déjà et qu'avertissement ait été donné aux commissaires d'élection qui sont en retard dans l'accomplissement de leur tâche, mais le fait est, qu'en apparence du moins, on n'a jamais vu une Constitution si bien accueillie par le peuple, reçue avec tant de tiédeur par les fonctionnaires publics. Mais nos fonctionnaires dont plusieurs ont été réélus sont honnêtes et patriotes et leur tiédeur apparente n'est pas de l'hostilité. Tout finira bien, nous en avons la certitude ; la proclamation du gouverneur se fera en temps utile, la législature de 1878 sera discoute, celle de 1879 lui succédera et tiendra à prouver au peuple que partageant les principes de la convention elle y sera elle-même fidèle en soutenant toutes les réformes politiques, financières et administratives que cette grande assemblée a votées.

Opinion de l'avocat de ville sur les taxes.

On rapporte un bruit auquel nous pouvons difficilement croire. L'avocat de ville aurait émis l'opinion que la taxe de 15 mille doit être maintenue pour continuer le tirage des bons à primes, et que ces bons et ces primes doivent être payés le jour fixé par la loi. Ce jurisconsulte se serait fondé sur le fait que les cours ont décidé fréquemment qu'aucune corporation n'avait le droit de passer un acte et ne pouvait obéir à une loi violant les clauses d'un contrat fait antérieurement à cette loi. En conséquence, si la ville s'avisait de mettre de côté le tirage et le payement des bons à prime, elle serait forcée, par un mandamus obtenu dans les 24 heures, de faire différemment.

L'avocat de ville ne paraît pas connaître entièrement les précédents judiciaires concernant la dette municipale et la valeur qu'il faut attacher à la loi de 1876 qui a autorisé la conversion de cette dette en bons à primes. La loi de 1876 a été regardée comme nulle et non avenue par le juge Woods de la cour de circuit des Etats-Unis, et en dépit de cette loi le juge Monroe, de la troisième cour de district, avait accordé à la Banque du Sud un mandamus contre la ville pour en obtenir le payement de l'intérêt des bons consolidés de 1852.

La loi de 1852 faisait contrat aussi et précédait de 24 ans la loi-contrat de 1876. Qu'est-ce que la cour suprême de la Louisiane, a fait du premier contrat, malgré toute la respectabilité que lui donnait son origine ? Elle l'a démoli en voulant le forcer de passer sous les fourches caudines des bons à primes. Et qu'est-ce que la cour suprême a fait aussi du mandamus obtenu contre la ville pour lui faire respecter ses engagements ? La cour suprême a démoli aussi ce mandamus en refusant de le confirmer.

Maintenant, quel est le contrat qui doit dominer ? Le premier ou le second, ou bien que fait-il faire des deux ? A ce sujet, nous nous permettrons de référer l'avocat de ville au message d'inauguration du maire Patton, qui trouvait avec raison que, pour garantir les bons de 1852, la loi avait employé les mots les plus clairs, les plus précis et les plus formels de la langue. Nous nous permettrons aussi de référer l'avocat de ville au rapport fait par l'avocat T. W. Collens, de vénérable mémoire, sur l'ordre de la cour de circuit des Etats-Unis relativement à la même question. L'avocat de ville verra dans ce rapport l'opinion de M. Collens sur la valeur des deux contrats. Nous recommandons aussi cette consultation honnête et lumineuse à tous les membres du Conseil de ville.

Le Sirop Pectoral aux Navets Indiens est un remède honnête, qu'on peut recommander hautement.

Achetez votre charbon aux plus bas prix du marché, chez Hy. J. Montagnet, 4 rue Carondelet.

DEUXIÈME PAGE

Nos lecteurs trouveront tous les jours à la seconde page de l'ABEILLE des nouvelles et matières à lire intéressantes.

On donnera aujourd'hui au matinée *La Somnambule*, avec Miles Lablanche, Lancaster et MM. Lazzarini et Gottschalk.

Ce soir : *Lucrèce Borgia*, avec Miles Singer et Belocca, MM. Petroviah et Castelmary.

Demain dimanche on reprend *Le Bal Masqué*, de Verdi.

A partir de lundi prochain, le spectacle commencera à sept heures et demie au lieu de huit heures.

Hier, pour la représentation au bénéfice des Servantes des Pauvres, *Martha* a été substitué à *Lucie*. Mlle Litta a chanté le rôle de Martha avec son talent habituel, Mlle Zelenco étant été applaudie dans celui de Nancy, et MM. Lassarini et Gottschalk ont été dans leurs rôles aussi parfaits que le reste de l'excellente troupe qui a donné la première représentation.

ACADEMIE DE MUSIQUE. — Aujourd'hui en matinée seulement, le fameux burlesque en deux actes, intitulé "Babes in the Wood" dont la musique est fort belle, la mise en scène très brillante, et les costumes très originaux. On voit dans cette pièce la représentation de toute espèce de caractères, surtout des mauvais, et qui sont confiés à des femmes. Le spectacle est fort drôle et des plus risibles. C'est par cette farce énorme et qui dépasse toute limite, que la troupe de Rice finit un engagement qui a été très fructueux.

Demain soir, la troupe Humpty-Dumpty, de Tony Denier, inaugurera la saison d'hiver, la semaine des bambins et des jeunes pour les petits et les grands. C'est cette semaine extraordinaire qui a procuré à l'Académie de Musique, une affluence de spectateurs, de sucreries, d'œufs-nogg et surtout d'argent. Nous souhaitons à M. Bidwell toute espèce de succès. Il les mérite amplement.

Voici à présent l'isthme de Corinthe qui va se voir éventré à son tour.

Une dépêche d'Athènes annonce qu'une Société de crédit qui a son siége à Paris s'est pourvue auprès du gouvernement hellénique pour obtenir la concession d'un canal qui doit réunir les eaux du golfe de Lépante à celles du golfe d'Egine.

—A la Bourse :

On parle du fameux X....., qui aurait bien d'une jamais quitter la Belgique.

—Dites fleu, répond Paatre.

—Le fait est, soupire une victime, qu'entre un honnête homme et lui il y a de fières différences à payer.

—Le comble de l'ironie :
Monter la tête à un condamné à mort.

—On disait hier d'un brasseur d'affaires devenu fort riche :

—A force de se faire donner des remises, il a fini par se donner des écuries.

Billet gagnant.—M. John Fratier, rue Marigny No 202, certifie qu'ayant acheté pour 25 cents, au bureau de T. A. Lartigue, rue des Français No 17, un quart du billet de combinaison No 15, 37, 50, qui a gagné la première lot au tirage de la Loterie de l'Etat de la Louisiane, jeudi dernier, 18 décembre, le montant lui en a été payé sans délai sur la présentation du billet au bureau de la compagnie.

New Camellia.—Tous les mardis, jeudis et samedis, à l'arrivée du train de 1 heure de l'après-midi, le *New Camellia* quitte son magasin de Nouveau Lac pour Mandeville et Old Landing, s'arrêtant à tous les points intermédiaires. Pour le retour, il quitte Old Landing à 7 heures du matin, les lundis, mercredis et vendredis, et s'arrête à Madisonville, Lewisburg et Mandeville. Il n'est pas dit encore mieux nourrir et plus habilement commandé que le *New Camellia*.

De Smet.—Nous appelons l'attention des voyageurs et des expéditeurs sur le bateau à vapeur "De Smet" qui fait deux voyages régulière par semaine de la Nouvelle-Orléans à Bayou Sara. Il est commandé par M. Frank Quackenbush. J. T. Goodwyn est chargé des affaires de bureau, et MM. T. C. Maslord et J. A. Purcell sont préposés au frêt. Ce bateau porte le nom de l'éminent missionnaire catholique De Smet, lequel a rendu tant de services à la religion dans l'Ouest ; il était leur conseiller et exerçait sur eux une influence extraordinaire. Le révérend De Smet a baptisé ce bateau et jusque présent cette circonstance lui a porté bonheur. Vair l'annonce.

Pour les localités du Mississippi Sound.—Nos lecteurs ont peut-être oublié l'annonce ayant pendant quelque temps couvert de paraître dans l'ABEILLE afin la nécessité de continuer à faire un service régulier entre la Nouvelle-Orléans et les villes des eaux situées sur le littoral du Mississippi Sound. Cet excellent bateau part du Nouveau Lac tous les mercredis et les samedis, à l'arrivée du train de 7 heures du matin pour la Baie St. Louis, la Pascagoula, Mississippi City, Biloxi, East Pascagoula et Mon Louis. Pour le retour, il quitte Mon Louis tous les dimanches et tous les jeudis, à 2 heures de l'après-midi, et Biloxi les lundis et les vendredis, arrivant au Nouveau Lac vers 4 heures de l'après midi.

Une grave erreur.—Beaucoup de gens sont d'opinion que plus un établissement est vaste et plus on doit y vendre cher ; c'est là une grave erreur. Un établissement bien situé, tant grand qu'il soit, peut offrir la marchandise à plus bas prix que ceux qui, étant mal situés et de plus petite, vendent moins et sont forcés de faire leurs frais sur les petites ventes. Plus un magasin vend et plus les prix peuvent être bas, les bénéfices se divisant alors sur l'immensité des ventes et la rapide liquidation de stock.

Au lieu donc de vendre à bas prix pour vendre beaucoup, nous pouvons l'établir comme principe de vendre beaucoup pour vendre bas. Cette assurance donne toutes les parties du vaste et qui ne savent plus satisfaites qu'ils n'y étaient entrés.

Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur l'annonce de M. Ph. Werlein, le marchand de pianos très connu de la rue du Canal 135. M. Werlein vend les célèbres pianos de Chickering, Mathushek et Hale, qui surpassent les pianos importés par le son, la touche et leur force de durée, et aussi par la modicité du prix, attendu qu'ils n'ont pas de droit à payer. Chaque piano est pleinement garanti par lui.

Ordres pour charbon remplis avec célérité par Hy J. Montagnet, 4 rue Carondelet.

(*Communiqué.*)

Nouvelle-Orléans, 18 décembre 1879.

Monsieur l'éditeur de l'ABEILLE :

Ayant lu dans l'ABEILLE d'hier que M. Behan, administrateur du commerce, avait reçu une lettre des propriétaires des manèges particuliers en assemblée le menaçant sous peine de mort de poursuivre contre eux, nous désirons que l'auteur de cette injurieuse menace ou un inspecteur et ne doit pas appartenir à notre société. La preuve, c'est que les propriétaires de chevaux particulier n'est plus d'accord. Chacun de fond en comme il l'entend. Quoique cette éternelle question traîne devant les tribunaux depuis longtemps, que j'avoue jamais cherché si menacé personne. La menace dont il s'agit a été inventée pour nous nuire auprès des autorités qui ont notre cause en main. Nous avons assez d'intelligence pour comprendre que de pareilles menaces nous éloigneraient l'appui des gens qui sentiment notre cause, et nous prions par cela même de faire des investigations pour découvrir l'auteur et de vouloir l'informer dans les deux camps.

Nous sommes, avec respect, etc.

SYLVAIN [illegible] HORN,
Un autres propriétaires des manèges particuliers.
60 déc...1f

3—Un beau cotillonnage pour les reins et la vessie est la préparation des "Hostetter's Stomach Bitters" qui sont remarquablement puissants pour remuer la torpeur de ces organes. Nos goulus sont cet excellent tonique leur donne de l'entrain. Ils aide encore déjà vigueur et les muscle même le branle-bas de la digestion. Ils sont aussi d'une [illegible] qui leur est particulière et qui leur fait faire peine au fardeau d'indigestion. Ils [illegible] comme ils sont à la chasse par et d'échappatoire certaines personnes qui, pour les [illegible] [illegible] de ces organes importants, ils tombent dans un état de langueur et de [illegible] qui le précurseur habituel de la maladie. Qu'elles qui peut remédier [illegible] [illegible] [illegible]